

PROJET POUR L'HEBERGEMENT DES FEMMES ET DES ENFANTS SANS-ABRIS A CALAIS

Rapport pour associations/groupes/organisations/activistes/bénévoles intéressés

REVENDICATIONS – Un lieu de vie pour les femmes et enfants sans-abris qui n'ont pas accès aux services sociaux normalement fournis par l'Etat français incluant :

- Un bâtiment avec la capacité de loger plus de 30 femmes et leurs enfants.
- La sécurité et les besoins de base des personnes à l'intérieur du lieu doivent être garantis.
- Les femmes et les enfants logeant dans le lieu doivent avoir la possibilité de rentrer et de sortir du bâtiment librement 24h/24.
- Les informations personnelles des femmes et des enfants logeant dans le lieu (identité et nationalité) doivent être protégées, particulièrement des services de police.
- Le lieu de vie doit fournir les installations sanitaires nécessaires au nombre maximum d'habitantes que l'endroit peut héberger.
- Le lieu doit comprendre une cuisine équipée pour le nombre maximum d'habitantes, ouverte au moins 12 heures par jour.

Pourquoi ?

Depuis des années maintenant, une population transitoire de plusieurs centaines de sans-papiers est confrontée à un harcèlement policier dans la région de Calais, la ville portuaire où ces exilés se retrouvent bloqués alors qu'ils tentent de passer la frontière pour atteindre le Royaume Uni. Soumis à des pratiques de harcèlement et d'arrestations incessantes ainsi qu'à une violence policière sans relâche et bien documentée (voir notre dossier : « Cette frontière tue »¹), leurs droits humains sont constamment violés. En plus d'être forcés de vivre entre les dents de la répression étatique, ils subissent une politique de la ville qui leur refuse systématiquement le soutien le plus basique, continuant ainsi d'être l'ingénierie d'une crise humanitaire se prolongeant afin de décourager la venue de nouveaux arrivants et de pousser ceux qui sont là à partir. Cependant, cette politique semble être de plus en plus inadaptée et vouée à l'échec tant que des personnes devront fuir les guerres et les persécution à la recherche d'une vie digne.

La plupart des exilés à Calais ne souhaitent pas rester ou demander l'asile en France, ce qui implique qu'ils n'ont pas le droit d'avoir accès aux services sociaux pendant qu'ils attendent de pouvoir rejoindre l'Angleterre (souvent pendant plusieurs mois).

Croyant dans le droit de chaque personne à la liberté de circulation et d'installation à l'endroit de leur choix, nous refusons de rester passif alors que les exilés de Calais sont privés de toute forme de sécurité, d'abris, et de nourriture afin de répondre aux exigences et de participer à la vitalité de politiques racistes.

Depuis l'été 2013, le nombre de femmes sans-abris à Calais est passée dans un premier temps de 1 à 5, jusqu'à plus d'une trentaine aujourd'hui, avec parmi elles nombre de femmes enceintes et/ou avec de jeunes enfants. La présence de ce groupe vulnérable, dans un contexte de répression extrême et de conditions de vie désastreuses, implique la nécessité critique d'une réponse immédiate.

Il est impératif de créer un lieu de vie sûr pour les femmes et les enfants sans-abris de Calais.

Historique du squat « des femmes et des enfants » au 51 Boulevard Victor Hugo

Le squat du 51 Boulevard Victor Hugo a ouvert ses portes le 24 Juin 2013 afin de créer un « espace sûr » pour les personnes vulnérables (malades, blessées, isolées), femmes et enfants, tout en offrant aux activistes une base de travail à Calais. Au cours de l'été, cette maison a assuré son rôle initial d'abri pour les personnes vulnérables qui avaient l'intention de traverser la frontière, et a également été utilisée pour permettre à des cuisines autonomes de cuisiner et de distribuer la nourriture aux différentes communautés de migrants.

Actuellement, c'est le seul squat à Calais qui bénéficie d'une procédure d'expulsion, et est donc protégé par les lois concernant les squats qui assurent que la police ne peut pas entrer dans le bâtiment avant qu'un ordre d'expulsion soit annoncé. Ce lieu est le deuxième squat soumis à une procédure légale dans l'histoire de la ville de Calais, mais reste aujourd'hui le seul endroit occupé à l'abri de la police.

Alors qu'au début seules quelques femmes et famille venues d'Erythrée et de Syrie vivaient dans cette maison avec quelques autres personnes en situation de vulnérabilité, cette dernière est devenue de plus en plus peuplée avec l'arrivée en Europe de larges groupes de personnes érythréennes et éthiopiennes qui désirent continuer leur voyage. Durant cette période où il y avait plus d'espace dans ce lieu pour les habitants et habitantes, nous avons essayé de ne pas briser les liens relationnels et familiaux, permettant aux maris, frères et petits-amis de rester auprès des femmes et des enfants. Cependant, le lieu est devenu de plus en plus plein, ne permettant plus d'accomoder ces personnes tout en gardant l'endroit en tant qu' « espace sûr » pour les femmes et les enfants.

Au même moment, nous luttions pour loger les nouveaux arrivant sur Calais tout en essayant de répondre à la crise des abris créée par les expulsions quotidiennes des autres squats de Calais, (particulièrement la “Beer House”) contraignant des centaines d'hommes à vivre dans la rue. La fréquence de ces expulsions alliée au manque de ressources auxquelles les exilés ont généralement accès à Calais, ont accentué la pression existante sur la maison de Victor-Hugo qui est devenue le seul endroit où beaucoup pouvait avoir accès aux toilettes, à l'eau, à des plats ou des boissons chaudes, obtenir de nouveaux vêtements et des couvertures lorsque les leur devenaient mouillés, charger leurs téléphones, se rencontrer, socialiser et se reposer sans la menace du harcèlement policier, ou simplement s'abriter sous un toit.

Pendant un certain temps nous avons tenté de maintenir des horaires d'ouverture pendant la journée afin de satisfaire les besoins de chacun et de laisser les femmes décider qui était autorisé ou non de dormir dans l'endroit, avec beaucoup d'exceptions ayant été faites pour les hommes malades et fatigués par le contexte calaisien.

Cependant, “le squat des femmes et des enfants” n'est pas fait pour prodiguer, et ne devrait pas prodiguer ces services, en raison de la fragilité de l'existence de conditions de vie saines et sûres au sein de cet espace, conditions dont le maintien impose aux activistes et habitantes une lutte constante. Néanmoins, en pratique, il s'est avéré extrêmement difficile de ne pas laisser l'ensemble des personnes accéder au lieu, aussi bien pour les activistes que pour les femmes qui y habitent.

Finalement, le nombre de conflits à propos des critères selon lesquels les personnes étaient légitimes ou non de loger dans la maison sont devenus trop nombreux, et se sont ajoutés aux craintes de possibles cas d'exploitation, de manipulation et de manque de sécurité pour les habitantes de la maison. Un lieu réservé uniquement aux femmes, enfants et activistes est alors devenu nécessaire. Le 12 Octobre les portes du squat furent donc fermées pour toute autre personne et le restent encore aujourd'hui.

La situation actuelle au squat du 51 Bd Victor Hugo

Il a été extrêmement difficile d'assurer que ce squat reste un lieu sûr pour les femmes et les enfants. D'abord, la maison ne peut pas pourvoir à tous les besoins de ces habitants : il y a un seul WC et une seule salle de bain, un équipement de cuisine extrêmement limité, trois chambres au premier étage et une grande chambre au second où les habitantes sont contraintes de vivre dans une promiscuité contraignante.

Alors que les températures tombent et que le temps se détériore avec la venue de l'hiver, les hommes sans-abris, avec parmi eux nombre de maris, petits-amis, ou parents des habitantes, se regroupent à l'extérieur du squat et continuent de tenter de rentrer dans les lieux. Ils ont des difficultés à comprendre pourquoi la maison leur est interdite (particulièrement parce-qu'ils ont été les bienvenus auparavant), et pourquoi les activistes « No Border », en tant que personnes solidaires des migrants, participent à créer et à mettre en application cette distinction rigide entre ceux qui « méritent » ou non un abri, étant donné la précarité extrême des exilés à Calais et la répression quotidienne à laquelle ces derniers sont soumis.

Néanmoins, nous continuons de tenter à maintenir le squat en tant que lieu réservé exclusivement aux femmes et aux enfants. La porte est surveillée par des activistes 24h/24, pour assurer que cette règle soit respectée et pour tenir à l'écart les conflits parfois violents qui éclatent entre les hommes à l'extérieur. Les problèmes de langues (la plupart des femmes ne parlent pas anglais, et c'est rare qu'il y ait des activistes capables de communiquer en arabe, tigrinya ou amharique), entravent une compréhension des origines des conflits et de la nature des problèmes subies par les femmes.

Il faut noter que dans l'éventualité où les activistes abandonneraient leur rôle de « surveillants des lieux », un rôle qu'ils n'ont jamais désirés mais sur lequel les habitantes ont continuellement insistées, l'existence du squat comme lieu sûr, que nous avons hardement essayé de créer et de maintenir, disparaîtrait rapidement. Il est en effet probable que des « mafias » et autres groupes organisés dans l'exploitation et le trafic humain prendraient vite le contrôle de l'espace, comme nous avons déjà pu l'observer auparavant.

Situation politique actuelle à Calais

La situation d'extrême précarité à Calais a été accentuée davantage depuis le début de l'année 2013 avec une forte diminution du soutien apporté par les associations. Auparavant, des repas étaient servis deux fois par jour contre un seul repas actuellement. La distribution d'habits et de couvertures a également été réduite à une fois toutes les 3 semaines.

Cinq mois avant les élections municipales, la maire de Calais, Natacha Bouchart, a trouvé que la persécution des migrants constituait une arme rentable pour sa campagne électorale. Elle a développé une rhétorique où elle lie la situation actuelle à Calais avec la situation de la ville sous occupation allemande pendant la seconde guerre mondiale, affirmant que c'est pire aujourd'hui et offrant donc comme seule réponse adaptée à la situation une guerre contre les migrants.

Dans une ville où on estime qu'un cinquième des bâtiments sont vides, Bouchart a fait de la « lutte contre les squats » un des principaux slogans de sa campagne.

Récemment, cette campagne fut mise en avant dans une lettre écrite aux riverains du Boulevard Victor Hugo.ⁱⁱ Bouchart parle dans cette lettre de plusieurs plaintes par rapport au lieu, et assure les riverains de sa ferme détermination dans la lutte contre les squats et pour le maintien de l'ordre public. Cependant, elle ne mentionne pas ses intentions par rapport à la trentaine de femmes et leurs enfants qui habitent actuellement dans cet espace.

Il semblerait que, toute préoccupée qu'elle soit par sa campagne électorale, elle les ait oubliés.

La maire de Calais est allée jusqu'à poster un message sur sa page Facebookⁱⁱⁱ, encourageant les habitants de Calais à signaler la présence de migrants ou de « no borders » dans des bâtiments vides. Suite à ces informations, la police pourrait donc intervenir et évacuer les lieux dans l'immédiat. Cette initiative qui veut impliquer la population de Calais dans la dénonciation de personnes cherchant simplement à s'abriter de la rue pour une nuit de sommeil n'est pas sans nous rappeler les tactiques utilisées par les régimes totalitaires.

L'avenir du « squat des femmes et des enfants »

Les activistes « No Border » se sont occupés d'une situation extrêmement critique non pas par choix mais par devoir : aucune autre organisation ou institution gouvernementale n'a pris l'initiative de chercher des solutions à la situation actuelle.

Etant impliqués dans nombre d'autres activités de solidarité envers les migrants, les militants et militantes du réseau « no border » ne peuvent pas assurer la survie et la sécurité du « squat des femmes et des enfants » seuls. Abandonner ces femmes à leurs destins n'a jamais été une option, mais nous sommes inquiets de ne pas avoir la capacité de maintenir la sûreté de ce lieu plus longtemps.

Le 19 Novembre 2013, le verdict du tribunal décidera de l'avenir du « squat des femmes et des enfants » sans-abris. Si la réponse est négative, le bâtiment pourra être expulsé dans les heures qui suivent. Dans ce cas, plus de 30 femmes, parmi elles des femmes enceintes et d'autres avec de jeunes enfants seront alors à la rue, avec comme seul réconfort un unique repas chaud par jour, et si elles sont chanceuses, la possibilité de remplacer leurs vêtements mouillés par des habits secs une fois toutes les 3 semaines.

Il est également possible que l'expulsion aie lieu dans les deux mois qui suivent le verdict. Le risque, dans ce cas de figure, est que les activistes « No Border » perdent le contrôle du lieu, ce qui représenterait un risque pour la sécurité des femmes et des enfants à l'intérieur.

C'est aussi possible que les autorités respectent la trêve hivernale (suspension des expulsions), permettant aux habitantes de rester dans cette maison pendant les mois les plus froids de l'hiver.

Une fois de plus, les activistes risquent de perdre le contrôle du lieu au cours de cette longue période.

C'est pour toutes ces raisons que nous envisageons comme seule solution possible la création d'un projet entièrement dédié à la réalisation d'un lieu de vie pour les femmes et les enfants sans-abris de Calais. **Un groupe de personnes ou une association avec comme mission principale la mise en place et le maintien d'un lieu sûr pour femmes et enfants est essentiel.** Nous sommes témoins qu'un tel lieu est impératif à Calais, et nous appelons tous les groupes intéressés par la mise en place d'un tel projet à prendre en main et à assumer cette tâche pressante dans les plus brefs délais.

i

Lire le rapport 'Cette frontière tue' : <http://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/this-border-kills-our-dossier-of-violence-2/>

ii

Lettre du Maire Bouchard aux habitants de Calais, 31 Octobre 2013 :

iii Natacha Bouchart Facebook, 23 Octobre 2013 <<https://www.facebook.com/natacha.bouchart.7>>

"Bonjour à tous,

Je m'adresse tout particulièrement aux Calaisiens et Calaisiennes touchés par les nombreux squats de migrants sur Calais. La situation est difficile c'est pourquoi nous faisons le maximum pour vous. Il ne faut pas hésiter à laisser un mail sur cette adresse:

securitesquatcalais@gmail.com

Lorsque vous voyez des no borders ou des migrants s'implanter illégalement dans une maison. Ainsi, la Police

pourra intervenir, en utilisant une procédure spécifique uniquement valable dans un délai de 48H à partir du constat d'intrusion, afin d'évacuer les lieux. Les services de la ville arrivent ensuite pour nettoyer ce qui est possible et condamner le bâtiment."